

Mise à jour

Nouvelles récentes concernant les institutions financières internationales

Volume VI, Numéros 5 et 6 – 30 juin 2010

Ignorant un avenir durable, le G8 et le G20 n'auront servi à rien

Ce mois-ci, « la forteresse de Toronto » avec son déploiement de forces de sécurité de 18 000 hommes et ses quatre kilomètres de clôture en grillage, nous a permis d'être témoins d'un Sommet des Peuples aux idées et solutions matures, de pétitions signées par 1 750 000 personnes demandant aux dirigeants d'investir maintenant dans l'avenir, d'une protestation pacifique de 25 000 participants, d'une profusion de coups médiatiques, de quelques violences regrettables et de deux sommets profondément frustrants.

En ce qui concerne le G8, nombreux sont ceux qui ont accueilli favorablement les 7 milliards de dollars destinés à l'Initiative sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, mais qui ont cependant été déçus que d'autres initiatives n'aient pas été l'objet de ralliements similaires. Les groupes canadiens ont demandé ce qu'il en était des autres programmes dans le contexte du lissage des budgets d'aide. Certains groupes considèrent le rapport pilote du Sommet, intitulé « Muskoka - Compte rendu des activités », comme un pas en avant qui laisse place aux améliorations, tandis que d'autres l'ont rejeté, dénonçant son manque de transparence et de reddition de comptes sur les nombreuses promesses passées. Le résultat principal du G20 a été l'entente des pays membres à fixer des objectifs pour la réduction de la dette et des déficits, mais sans s'engager à stimuler une croissance économique durable. Tout en étant préoccupés par l'augmentation des niveaux d'endettement et de déficits, les syndicats et les groupes de développement ont manifesté leurs inquiétudes concernant les coupures sévères dans les dépenses du secteur public, salaires, retraites et services sociaux ainsi que leurs répercussions sur l'économie mondiale et le chômage en ces temps de précarité galopante. Qui plus est, sans entente sur une taxe bancaire ou une Taxe sur les opérations financières à l'échelle mondiale, et en laissant payer aux contribuables le sauvetage des banques, la reprise va retomber sur les épaules du grand public.

The Sherpa Times - Couverture des activités du G8 et du G20 <http://www.sherpatimes.com>
Rassemblement à Toronto "We deserve better" <http://www.youtube.com/watch?v=2mL46t8H4oU>
"Bridge to South Korea" - Discussion entre les réseaux nationaux, régionaux et internationaux des OSC sur le G20 <http://www.halifaxinitiative.org/content/bridge-south-korea-global-civil-society-meeting-g20>

Également dans ce numéro :

La taxe sur les opérations financières n'est pas entérinée mais le projet est validé.
L'oubli honteux des dirigeants du G8 sur leurs promesses de 2005 pour l'aide au développement.

Le Canada retarde l'allègement de la dette au profit des compagnies minières.

Les OSC tentent de bloquer le financement de Barrick mine.

Babillard, nouvelles publications, événements à venir.

LES FAITS : les principaux résultats des sommets du G8 et du G20.



Halifax
INITIATIVE
d'Halifax

Our core funders are the C.S. Mott Foundation, the International Development Research Centre, the Sigrid Rausing Trust and Coalition members.

Email subscriptions@halifaxinitiative.org to automatically receive our *Issue Update* newsletter each month.

153 Chapel Street
Ottawa, ON K1N 1H5
Canada

TEL: (613) 789-4447
FAX: (613) 241-4170
WEB: www.halifaxinitiative.org

La TOF n'est pas entérinée mais le projet est validé

En réaction à « l'égoïsme national » de pays comme le Canada, qui ont été moins affectés par la crise financière et se sont donc opposés aux propositions visant à ce que le secteur financier contribue aux coûts de la crise, la chancelière allemande Angela Merkel a fait une ultime proposition en juin pour obtenir que la taxe bancaire et la taxe sur les opérations financières (voir LES FAITS, mise à jour de janvier et avril 2010) soient remises à l'ordre du jour du G20 à Toronto. Elle a envoyé au co-président du G20 Stephen Harper une lettre cosignée par le président français Nicolas Sarkozy et soutenue par le Conseil européen et les dirigeants européens, lui demandant de considérer les deux propositions lors du sommet. Pour marquer l'événement et soutenir l'élan de l'Europe en faveur de cette idée, la coalition pour la taxe Robin des Bois a orchestré une campagne médiatique dans laquelle Merkel et Sarkozy épousaient littéralement l'idée sous la houlette de Robin des Bois en personne.

Mais plutôt que d'aller dans le sens de la proposition européenne, le G20 a simplement accepté qu'une partie des coûts de la crise soit prise en charge par le secteur financier et que chaque gouvernement définisse le meilleur moyen d'y parvenir, conformément à un ensemble de principes, s'assurant notamment que toute proposition de ce type protège les contribuables, réduise les risques provenant du système financier, protège le flux des crédits dans les périodes fastes comme dans les temps difficiles et contribue à promouvoir des conditions équitables. Ceci dit, le Communiqué du G20 reconnaît la nécessité de se pencher sur le financement novateur de la lutte contre le changement climatique et du développement, en remettant à une date ultérieure les discussions sur la TOF. De fait, la Belgique, qui présidera l'UE dès juillet, le président français Sarkozy, qui accueillera le G20 l'an prochain, le Brésil, l'Indonésie et l'Afrique du Sud sont tous encore intéressés par l'idée.

A Fair and Substantial Contribution by the Private Sector, Fonds Monétaire International - Rapport final au G20, juin 2010, <http://www.imf.org/external/np/g20/pdf/062710b.pdf>

Campagne médiatique Robin des Bois à Toronto <http://taxerobindesbois.ca/>

L'oubli éhonté des promesses des dirigeants du G8 faites en 2005 pour l'aide au développement

Peu avant le sommet du G8 à Muskoka, de nombreuses organisations ont sévèrement critiqué les dirigeants du G8 pour n'avoir pas tenu leurs promesses faites à Gleneagles de doubler l'aide à l'Afrique en s'engageant à fournir 50 milliards de dollars d'aide supplémentaire avant 2010. Tout en reconnaissant une augmentation générale des budgets d'aide, due pour la majeure partie à l'allègement de la dette, les groupes de développement estiment que les dirigeants du G8 ont oublié 21 milliards sur ces 50 milliards, et 14 milliards sur les 25 milliards promis à l'Afrique. De son côté, le Conseil canadien pour la coopération internationale estime qu'il manque 500 millions d'aide supplémentaire promise par le Canada mais que l'objectif a été atteint en Afrique. ONE, une organisation de défense des intérêts qui établit une fiche de rendement annuelle sur les engagements de Gleneagles, a souligné que les pays qui prennent de nouveaux prêts sont maintenant menacés par une nouvelle crise de l'endettement parce que la qualité de l'aide ne s'est pas améliorée ces cinq dernières années et qu'il n'y a pas eu de progrès tangible dans les échanges commerciaux.

Rapport Data 2010 - Suivi de la promesse du G8 à l'Afrique, ONE
<http://www.one.org/report/2010/fr/>

Le Canada retarde l'allègement de la dette pour une Cie minière

À cause du gouvernement canadien, la Banque mondiale a retardé une décision attendue depuis longtemps concernant l'allègement de la dette de 8 milliards de la République démocratique du Congo. Selon les medias, le Canada est fâché que le gouvernement congolais ait décidé d'annuler le contrat minier avec la compagnie canadienne First Quantum. Cette annulation fait suite à un rapport sur une série de contrats négociés par le gouvernement intérimaire du pays avant les élections démocratiques. La compagnie a remis en question cette annulation en recourant à l'arbitrage international.

Le vote reporté de la Banque mondiale a eu lieu le 1^{er} juillet et la dette du Congo a été annulée, réduisant le fardeau annuel de la dette de service du Congo de 700 millions environ. Le Canada s'est abstenu de voter.

Les OSC tentent de bloquer le financement de Barrick Gold

Le géant minier canadien Barrick Gold demande un milliard aux agences de crédit à l'exportation et aux institutions financières internationales pour financer la mine très controversée de Pascua Lama. Ce projet est le premier à être approuvé en vertu d'un Traité minier unique délimitant une vaste zone minière le long de la frontière entre le Chili et l'Argentine, une région où sont concentrés de nombreux glaciers.

La compagnie a récemment fait des démarches auprès d'une ACE américaine, U.S. Export-Import Bank. En mai, les OSC chiliennes ont instamment demandé à Fred Hochberg, président de Ex-Im Bank, de rejeter la demande de Barrick. Les signataires chiliens expliquent que la compagnie a eu de graves répercussions environnementales, sociales et sur les droits de la personne durant le processus d'exploration, contrevenant aux lois et institutions chiliennes. Ces organisations veulent savoir si Barrick se conforme aux politiques de Ex-Im Bank.

Les OSC chiliennes soutiennent que la compagnie a délibérément trompé le Système d'évaluation environnementale des impacts (SEIA) en scindant le projet Pascua Lama en différentes parties et en les présentant séparément à l'évaluation. Elles affirment que le projet a favorisé la corruption parmi les autorités chiliennes, y compris les autorités locales impliquées dans l'approbation du projet, les communautés et dirigeants locaux. Jusqu'à présent, 15 employés de la compagnie sont morts. Leur lettre démontre plus loin que Barrick n'est pas conforme à son permis environnemental et les signataires expliquent que de graves irrégularités ont été identifiées par les autorités chiliennes lors de la première inspection du projet.

Les communautés locales sont restées solidaires dans leur opposition au projet Pascua Lama pendant plus de 10 ans. Ce mois-ci, elles ont organisé la septième « Marche annuelle pour l'eau et la vie » dans la vallée de Huasco pour manifester leur opposition au projet.

Lettre des CSO à U.S. Ex-Im Bank

<http://www.halifaxinitiative.org/content/chilean-csos-urge-us-ex-im-bank-reject-pascua-lama>

« Marche annuelle pour l'eau et la vie » dans la vallée de Huasco

http://www.youtube.com/watch?v=oGTRaNHpNIU&feature=youtube_gdata

Babillard - Ce mois-ci...

- ☰ Stephen Harper a invité les gouvernements de trois pays à faible revenu à la table du G20 en juin : le Vietnam, Malawi et l'Éthiopie, comme au dernier sommet. Ils sont respectivement, les présidents de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), de l'Union Africaine (UA) et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Rompant avec la tradition, il a également offert un siège, en tant que participant, au secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki Moon, dans un geste d'apaisement envers ceux qui demandent de rendre le G20 imputable devant l'ONU.
- ☰ Le gouvernement travailliste australien a donné une vue d'ensemble des plans visant à introduire une taxe sur les super profits sur les ressources de 40 % auprès des multinationales minières opérant dans le pays. L'industrie minière australienne, dont les chefs de file sont BHP Billiton et Rio Tinto, s'est féroce­ment opposée à cette taxe, et par crainte de répercussions pré-électorales, le caucus du Parti travailliste a remplacé le Premier Ministre Kevin Rudd par sa députée, Julia Gillard. L'avenir de cette taxe est incertain mais le FMI a donné au gouvernement son appui pour cette mesure.
- ☰ Le Centre d'Information bancaire (BIC) a publié une stratégie énergétique modèle, élaborée après consultation avec la société civile et les experts, pour apporter sa contribution au rapport 2010-2011 de la stratégie énergétique de la Banque mondiale.
<http://www.bicusa.org/en/Document.102113.aspx>
- ☰ La Société financière internationale (SFI) a publié le premier jet de révision de sa politique en matière de projets durables et de sa politique en matière de normes de rendement et de divulgation en ligne sur : <http://www.ifc.org/policyreview>, et tiendra des consultations avec les groupes régionaux en juin et juillet sur la révision de ces politiques. Le conseiller-médiateur pour l'application des directives (CAO), qui s'est engagé à accroître la viabilité des projets de la SFI et de l'AMGI, a publié son propre rapport sur : <http://www.cao-ombudsman.org/howwework/advisor/3yrpolicyreview.htm>. Les normes de rendement doivent être appliquées aux prêts de financement de projets dans le monde entier, y compris par l'EDC canadienne.
- ☰ L'Allemagne a unilatéralement banni les ventes à découvert (VAD ou « naked shorts ») de mai 2010 à mars 2011, dans ses plus importantes institutions financières. Les vendeurs empruntent des actions, les vendent, les rachètent quand leur valeur baisse puis les rendent à leur prêteur, empochant la différence de prix. La transaction est dite à découvert lorsqu'un vendeur vend une action qu'il n'a pas encore empruntée.
- ☰ La Banque mondiale a annulé les 36 milliards de dette restante due par Haïti à l'Association de développement international.
- ☰ L'Équateur est devenu le premier pays au monde à ratifier le Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui permet aux individus et aux groupes de demander justice aux Nations Unies s'il y a violation de leurs droits par leurs gouvernements, y compris leurs droits à la nourriture, au logement, à l'eau, aux soins de santé et à l'éducation.
- ☰ Le Conseil canadien pour la coopération internationale, membre de HI, menacé de perdre son financement provenant de l'Agence canadienne de développement international, est en passe de devenir public. Passez à l'action :
- ☰ http://www.ccic.ca/media/take_action_e.php

Nouvelles publications ce mois-ci

- « *Le temps d'agir* », Conseil canadien pour la coopération internationale (CCIC), mai 2010. Ce rapport rassemble les propositions du CCCI et les documents d'analyse des OSC sur la mise en œuvre de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*. Il contient un article écrit par Halifax Initiative :
http://www.cccic.ca/_files/fr/what_we_do/002_aid_2010_05_a_time_to_act_f.pdf “*Capitalizing on Climate : The World Bank’s Role in Climate Change & International Climate Finance*”, Friends of the Earth USA, mai 2010. Ce rapport explore les divers rôles, souvent contradictoires, joués par la Banque mondiale dans le domaine des changements climatiques.
<http://www.foe.org/sites/default/files/Capitalizing-on-Climate.pdf>
- “*Policy Responses to Unfettered Finance - Beyond Band Aid Solutions to the Crisis, Towards a New Development Paradigm*”, Institut Nord-Sud, mai 2010.
<http://www.nsi-ins.ca/english/pdf/PRUF%20Policy%20Doc.pdf>
- “*Decent Work and Fair Globalization - A Guide to Policy Dialogue*”, Service de Liaison des Nations Unies avec les ONG, juin 2010. Une mondialisation équitable nécessite une plus grande convergence des politiques économiques et sociales autour de l’objectif visant des emplois décents et productifs pour tous. En ligne sur <http://www.un-ngls.org/decentwork>
- « *Rapport canadien sur les Objectifs du Millénaire pour le développement 2010* » Abolissons la pauvreté, juin 2010. Ce rapport évalue si le Canada est en avance ou en retard par rapport à ses engagements pour atteindre les OMD.
<http://www.abolissonslapauvrete.ca/sites/default/files/documents/2010/06/Canadian-MDG-Report-2010-FR.pdf>
- “*Aid Without Impact: How the World Bank and Development Partners Are Failing To Improve Health Through SWaps*”, ACTION, juin 2010. Ce rapport montre comment la Banque mondiale et les autres agences de développement ont investi des milliards de dollars dans des stratégies qui échouent dans l’amélioration de la santé. <http://www.action.org/site/publications/swaps>
- “*Europe needs fair and transparent debt work-out mechanisms: lessons from the Icelandic case*”, l’Institut syndical européen (ETUI), *Policy Brief sur la politique économique et de l’emploi*, publication 2/2010. Les défis de l’endettement auxquels font face l’Islande et les autres pays européens ont soulevé de nouveaux débats parmi les décideurs européens sur une nouvelle crise de la dette souveraine, comment en identifier les causes, en établir les responsabilités et définir des solutions efficaces. <http://www.etui.org/research/Media/Files/EEEEPB/2010/2-2010>
- “*Canadian Perspectives on Global Economic Governance and the G-20*”, Friedrich Ebert Stiftung Foundation, juin 2010. Cette analyse comprend un article écrit par le personnel d’Halifax Initiative.
<http://library.fes.de/pdf-files/iez/global/07278.pdf>
- “*The G-20 : A “Global Economic Government” in the Making?*”, Friedrich Ebert Stiftung Foundation, juin 2010. La plus grande partie de cette publication de 69 pages consiste en fiches d’information très utiles sur chaque État membre du G20 et sur leur position et leur rôle au sein du G20.
<http://library.fes.de/pdf-files/id/ipa/07284.pdf>

Événements à venir

- Forum de la Coopération pour le Développement des Nations Unies, 29-30 juin 2010.
- La Belgique assure la présidence de l’Union Européenne, 1^{er} juillet 2010.
- Sommet de l’Union Africaine sur la santé maternelle et infantile, 4 juillet 2010, Kamapala, Ouganda.
- France-Afrique, Cinquantenaire des indépendances africaines, 14 juillet 2010, Paris.

Principaux résultats des sommets du G8 et du G20

- Le rapport du G8 2010 « Muskoka - Compte rendu des activités ». Suite au G8 de l'Aquila qui s'était « engagé à adopter un mécanisme complet et approfondi de reddition de comptes d'ici 2010 en vue de faire le suivi des progrès accomplis, d'accroître la transparence et l'efficacité », les dirigeants du G8 ont publié « Muskoka - Compte rendu des activités ». Ce rapport fait le point sur les progrès des engagements du Canada en matière d'aide et d'efficacité de l'aide, de développement économique, santé, eau et assainissement, sécurité alimentaire, éducation, gouvernance, paix et sécurité, environnement et énergie.
- L'Initiative sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants de Muskoka - Une contribution totale de 7,3 milliards de dollars a été promise. 5 milliards proviennent des gouvernements du G8, le restant provenant des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la République de Corée, de l'Espagne, de la Suisse et de la Fondation Bill et Melinda Gates. Le Canada a annoncé une contribution de 2,85 milliards sur cinq ans comprenant 1,1 milliard supplémentaire. Le Canada n'a pas clarifié si l'accès à l'interruption de grossesse à risque était compris dans sa contribution à l'Initiative.
- Objectifs en matière de déficit fiscal - L'engagement au Sommet de Pittsburgh de retirer les programmes de relance budgétaire de façon concertée et coordonnée s'est renouvelé au Sommet du G20 de Toronto avec l'adoption d'une stratégie de sortie. À Toronto, les économies avancées se sont engagées à diminuer les déficits de moitié d'ici 2013, et à stabiliser et réduire les ratios de la dette gouvernementale au PIB d'ici 2016.
- Taxes bancaires et Taxe sur les opérations financières (TOF) - Il a été décevant, mais non surprenant, de constater que le progrès le plus important fait en matière d'imposition du secteur financier a été une entente selon laquelle chaque pays peut poursuivre sa propre stratégie, conformément à un ensemble de principes définis. Les groupes espèrent que la TOF sera soutenue au Sommet 2011 en France.
- Subventions aux industries des combustibles fossiles - Au Sommet de Pittsburgh, en septembre dernier, les dirigeants ont déclaré leur intention de supprimer progressivement, « à moyen terme », les subventions accordées aux industries des combustibles fossiles. Les plans et les échéanciers de mise en œuvre devaient être soumis aux rencontres de Toronto. Cependant, la Déclaration de Toronto a fait l'impasse sur cette mise en œuvre et a au contraire encouragé « des stratégies spécifiques à chaque pays », sans apporter aucune définition commune de ce que sont les « subventions », ni établir aucun objectif ni échéancier communs pour la suppression progressive des subventions. Certains de ces éléments ont été élaborés mais non divulgués. Le Canada paye 2 milliards par an de subventions aux secteurs du pétrole et du gaz naturel.
- Groupe de travail du G20 sur le développement - Grâce aux efforts de la Corée du Sud pour mettre le développement à l'ordre du jour du G20 de Séoul en novembre 2010, un Groupe de travail sur le développement a été formé pour élaborer « des mesures permettant de favoriser croissance économique et résilience et d'adopter un ordre du jour sur le développement ainsi que des plans d'action pluriannuels au Sommet de Séoul ».

Déclaration du G8 à Muskoka - Reprise et renaissance <http://g8.gc.ca/fr/sommet-du-g8/documents-du-sommet/declaration-du-g8-a-muskoka-reprise-et-renaissance/>

Déclaration du Sommet du G20 à Toronto
<http://g20.gc.ca/fr/sommet-de-toronto/documents-du-sommet/declaration-du-sommet-du-g-20-a-toronto/>